

Chronologie de la guerre d'Algérie.

1954

23 mars : création du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) par Boudiaf, Ben Boulaid, Dekhli et Bouchebouba.

1 juillet : dissolution du CRUA par le conseil de la révolution.

13-15 juillet : congrès des partisans de Messali Hadj à Hornu (Belgique) qui consacre la scission du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques).

1^{er} novembre : proclamation du Front de libération nationale (FLN) qui fixe les objectifs de la lutte armée pour l'indépendance nationale par la restauration de l'Etat algérien souverain. Une vague d'attentats (7 morts) contre les Français en Algérie marque le début de la guerre.

5 novembre : le gouvernement français envoie des renforts militaires en Algérie. Le ministre de l'intérieur, François Mitterrand, dissout le MTLD.

24 novembre : François Mitterrand prône le recours à la force.

3 décembre : création du Mouvement nationaliste algérien (MNA) de Messali Hadj. Les membres du MTLD, accusés de la Toussaint rouge, sont arrêtés.

10 décembre : débat à l'Assemblée nationale sur la politique française en Afrique du Nord. Envoi de renforts militaires en Algérie.

1955

5 janvier : François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, prône toujours le recours à la force et présente un programme de réformes pour l'Algérie.

20 janvier : premières grandes opérations de l'armée française dans les Aurès.

1^{er} février : Jacques Soustelle est nommé gouverneur général d'Algérie par Pierre Mendès France en remplacement de Roger Léonard.

1^{er} avril : l'état d'urgence est proclamé pour 6 mois dans les Aurès et dans la Grande Kabylie et la censure préalable est instaurée.

18-4 avril : le FLN participe à la conférence du Tiers-monde à Bandoeng. La conférence exprime sa solidarité avec l'Algérie combattante.

16 mai : les effectifs de l'armée française en Algérie sont portés à 100 000 hommes. L'Assemblée générale de l'ONU vote l'inscription de l'affaire algérienne à l'ordre du jour.

20 août : grande offensive de l'ALN dans le Nord-Constantinois. 71 victimes européennes. Le soulèvement est sévèrement réprimé, faisant 1 273 morts officiellement.

30 août : en raison de l'extension de la rébellion armée, l'état d'urgence est proclamé sur l'ensemble de l'Algérie. La classe 1954 est maintenue sous les drapeaux.

11 septembre : à Paris, première manifestation des appelés du contingent qui refusent de partir en Algérie.

12 septembre : interdiction du Parti communiste algérien (PCA). Suspension du journal *Alger républicain*.

26 septembre : 61 députés algériens musulmans votent une motion qui refuse l'intégration.

Septembre : inscription de la question algérienne à la 10^e session de l'Assemblée générale de l'ONU. Grève des commerçants d'Alger à la veille de l'ouverture de la session de l'ONU.

Octobre : mouvement de soldats pour la paix en Algérie.

Novembre : création des SAS (Sections administratives spécialisées).

23 décembre : les élus UDMA démissionnent et demandent la création d'une République algérienne.

29 décembre : l'Express reproduit des photographies de l'exécution illégale d'un rebelle algérien par un gendarme auxiliaire français, en août 1955.

1956

20 janvier : manifestations violentes à Tlemcen.

2 février : Jacques Soustelle est remplacé par Robert Lacoste.

6 février : Guy Mollet, président du Conseil, est accueilli à Alger par des manifestations d'hostilité des Européens d'Algérie. Il déclare que « la France doit rester en Algérie et elle y restera ».

9 mars : manifestations d'Algériens à Paris contre le vote des pouvoirs spéciaux.

12 mars : l'Assemblée nationale vote les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet.

11 avril : le service militaire est porté à 27 mois, 70 000 « disponibles » du contingent de 1953 sont rappelés.

22 avril : Ferhat Abbas rallie le FLN. Pierre Mendès France, ministre d'Etat sans portefeuille, en désaccord avec la politique algérienne du gouvernement, démissionne.

18 mai : en Algérie, 19 appelés français, arrivés depuis seulement une semaine, sont tués à Palestro.

19 mai : l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (UGEMA) lance un mot d'ordre de grève pour une durée illimitée, et invite les étudiants et les intellectuels à rejoindre le FLN et l'Armée de libération nationale (ALN).

27-28 mai : premier « ratissage » de la Casbah d'Alger.

20-22 juin : vague d'attentats individuels à Alger.

5 juillet : grève générale des Algériens en France et dans le département d'Alger (anniversaire de la prise d'Alger en 1830).

10 août : attentat « anti-terroriste » rue de Thèbes à Alger par des policiers français. Nombreuses victimes algériennes.

20 août : le congrès du FLN à la Soummam (Kabylie) définit les buts de guerre, fixe les conditions du cessez-le-feu, des négociations de paix et nomme le FLN comme seul et unique représentant du peuple algérien, création du Comité National de la Révolution Algérienne (CNRA).

Été : affrontements entre les maquis du FLN et du MNA. Le FLN prend l'avantage.

Septembre : les effectifs militaires sont portés à 600 000 hommes en Algérie.

30 septembre : premiers attentats du FLN à la bombe à Alger.

22 octobre : détournement par les autorités françaises du DC-3 de Royal Air Maroc transportant des dirigeants du FLN de Rabat à Tunis : Ben Bella, Aït Ahmed, Boudiaf, Khider et Lacheraf sont faits prisonniers. En représailles, plusieurs dizaines de Français sont tués à Meknès (Maroc).

1^{er} novembre : à l'occasion du deuxième anniversaire du déclenchement de la lutte armée, grève générale massivement suivie dans l'Algérois. Recrudescence du terrorisme en Algérie. Les premiers attentats à la bombe sont perpétrés à Alger par le FLN. En représailles, des civils français procèdent à des « ratonnades » dans Alger.

1-5 novembre : expédition de Suez. La France et la Grande-Bretagne attaquent l'Egypte, bombardent ses aéroports et les installations du canal de Suez après l'attaque de l'Egypte par Israël.

13 novembre : le général Raoul Salan est nommé commandant en chef en Algérie.

15 novembre : l'ONU inscrit la question algérienne à son ordre du jour.

1^{er}-14 décembre : le général Raoul Salan est commandant en chef en Algérie.

5 décembre : le gouvernement français dissout les conseils généraux et les municipalités en Algérie.

24 décembre : le complot du général Jacques Faure est découvert.

27 décembre : assassinat d'Amédée Froger, président de l'association des maires d'Algérie.

« Ratonnades » le jour des obsèques, de nombreuses victimes.

1957

7 janvier : la 10^e division de parachutistes du général Jacques Massu est chargée du maintien de l'ordre sur le Grand Alger. Début de la bataille d'Alger.

16 janvier : attentat au bazooka contre Raoul Salan.

Janvier-février : recrudescence d'attentats à la bombe contre des civils et des militaires à Alger. Plus de 30 morts et une centaine de blessés.

28 janvier : début d'une grève de 8 jours sur ordre du FLN, à l'occasion de la session de l'ONU.

10 février : bombes dans des stades d'Alger.

Fin février : de nombreux dirigeants du FLN sont arrêtés dont Larbi Ben M'hidi le 25.

26 février : le quotidien *l'Humanité* publie la lettre d'un soldat français qui dénonce l'utilisation de la torture par l'armée française en Algérie. Un mois plus tard, le général Jacques de La Bollardière demandera à être relevé de son commandement en Algérie pour protester contre la torture.

5 Mars : Larbi Ben M'hidi, à l'origine de la création du FLN, est assassiné, par Aussaresses et des parachutistes du colonel Bigeard, après avoir été torturé.

13 avril : Djamila Bouhired, accusée d'avoir posé une bombe dans un café près de l'Université d'Alger, est arrêtée. Torturée, elle signe les aveux demandés. Son avocate, Gisèle Halimi, amène les milieux intellectuels français : Simone de Beauvoir, Françoise Sagan, etc.

29 mai : massacre de la population civile de Beni-Ilmane (Melouza) par le FLN : 301 morts et 14 blessés.

11 juin : arrestation de Maurice Audin, assistant de la faculté des sciences d'Alger. « Ratonnade » au cours des obsèques des victimes du casino de la Corniche.

20 septembre : l'ONU inscrit la question algérienne à son ordre du jour.

24 septembre : Yacef Saadi, responsable de la zone autonome d'Alger du FLN est arrêté.

8 octobre : Ali la Pointe, adjoint de Yacef Saadi, est tué.

Octobre : capture de Ben Hamida. Démantèlement complet de la zone autonome d'Alger. Fin de la bataille d'Alger.

22 novembre : le roi du Maroc et Habib Bourguiba proposent leurs bons offices pour régler la question algérienne.

29 novembre : l'Assemblée nationale vote la loi-cadre sur l'Algérie et la loi électorale de l'Algérie.

Décembre : violents combats dans l'Est Constantinois.

26 décembre : assassinat au Maroc par ses compagnons d'Abane Ramdane, principal organisateur du Congrès de la Soummam.

1958

Janvier-mai : bataille du barrage de l'est-Constantinois.

7 janvier : début de l'exploitation du pétrole saharien.

28 janvier : dissolution à Paris de l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie.

7 février : un avion de chasse est mitraillé depuis Sakhiet (Tunisie).

8 février : le groupement aérien de Constantine décide, avec l'accord du général Salan mais sans que le gouvernement français soit averti, le bombardement de Sakhiet-Sidi-Youssef (Tunisie) : 70 morts dont 21 enfants d'une école. Ces avions proviennent de l'attribution dans le cadre de l'OTAN : les USA ne soutiennent plus ensuite le gouvernement français.

14 février : réunion du CCE au Caire.

25 février : arrivée à Paris de Robert Murphy, conseiller diplomatique des USA, pour une mission de « bons offices ».

15 avril : démission du gouvernement de Félix Gaillard. Crise ministérielle en France.

26 avril : manifestations à Alger en faveur de l'Algérie française : 30 000 Algérois demandent un Gouvernement de salut public après la chute du gouvernement Gaillard.

9 mai : après l'annonce par le FLN de l'exécution de 3 prisonniers militaires français, vive indignation et nombreuses manifestations à Paris et à Alger.

13 mai : prise du gouvernement général par les Européens à Alger. Un Comité de salut public est créé sous la présidence du général Massu et on fait appel au général de Gaulle.

14 mai : « Vive de Gaulle » lancé par Salan à Alger. De Gaulle se déclare prêt à assumer les pouvoirs de la République. Investiture du gouvernement Pierre Pflimlin.

16 mai : « fraternisation » franco-musulmane sur le Forum d'Alger.

28 mai : grande manifestation pour la défense de la République à Paris, de la place de la Nation à la place de la République.

1^{er} juin : l'Assemblée nationale investit de Gaulle par 339 voix contre 224.

2 juin : la censure est levée.

4 juin : discours à Alger, de Gaulle déclare aux Européens « Je vous ai compris ! ».

6 juin : discours à Mostaganem, de Gaulle termine par : « Vive l'Algérie française ! »

7 juin : Salan est nommé délégué général du gouvernement et commandant en chef en Algérie.

19 septembre : formation du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) présidé par Ferhat Abbas.

28 septembre : la nouvelle Constitution est approuvée par référendum (79% de oui en métropole, 95% en Algérie). Naissance de la V^e république le 5 octobre.

3 octobre : de Gaulle annonce à Constantine un plan de développement en 5 ans pour l'Algérie.

23 octobre : dans une conférence de presse, de Gaulle propose au FLN la « paix des braves ».

25 octobre : le FLN repousse la « paix des braves ».

13 décembre : l'ONU repousse le droit à l'indépendance de l'Algérie.

19 décembre : le général Challe et Paul Delouvrier reprennent les fonctions du général Salan.

21 décembre : de Gaulle est élu président de la République.

1959

9 janvier : mesures de clémence en Algérie.

13 janvier : les ministres du GPRA emprisonnés sont transférés à l'île d'Aix.

30 janvier : de Gaulle renouvelle l'offre de paix en Algérie.

6 février : début du plan Challe, basé sur le principe de la pacification, en Oranie.

18 avril : le journal *Le Monde* divulgue le rapport accablant qu'a présenté Michel Rocard, jeune énarque socialiste, sur les camps de regroupement organisés par l'armée française en Algérie. Michel Debré, alors Premier ministre, dénonce une campagne de dénigrement téléguidée par le parti communiste !

4 juillet : Maurice Challe lance l'opération « étincelle » dans le Hodna.

22 juillet : début de l'opération « jumelles » en Grande Kabylie.

4-8 août : le GPRA participe à la conférence de Monrovia et le drapeau algérien est hissé.

27-31 août : première tournée des popotes de de Gaulle en Algérie : « Moi vivant, jamais le drapeau du FLN ne flottera sur l'Algérie ».

Début septembre : début des opérations « Pierres précieuses » en Petite Kabylie.

16 septembre : de Gaulle proclame le droit des Algériens à l'autodétermination par référendum,

propose sécession, francisation, association.

28 septembre : à Tunis refus du GPRA qui exige l'indépendance totale avant toute discussion.

10 novembre : appel de de Gaulle au cessez-le-feu.

28 novembre : Ben Bella et les dirigeants arrêtés en 1956 sont désignés comme négociateurs par le FLN.

1960

19 janvier : le général Massu est muté en métropole pour avoir critiqué la politique de de Gaulle.

24 janvier : début de la semaine des barricades à Alger. 22 morts, 150 blessés le premier jour.

13 février : explosion de la première bombe atomique française à Reggane au Sahara.

3-5 mars : deuxième tournée des popotes de de Gaulle en Algérie qui insiste sur la nécessité d'une victoire complète et le droit de la France à rester en Algérie, mais parle d'une « Algérie algérienne liée à la France ». Il renouvelle l'offre de négociations.

30 mars : le général Challe est démis de ses fonctions de commandant en chef en Algérie.

10 juin : rencontre entre de Gaulle et Si Salah à l'Elysée.

25-29 juin : entretiens de Melun avec les émissaires du GPRA. Echec des négociations quand le GPRA se rend compte qu'il s'agit de négocier le cessez-le-feu.

5 septembre : discours de de Gaulle, « L'Algérie algérienne est en route ». Procès à Paris des membres du « réseau Jeanson » de soutien au FLN. Jean-Paul Sartre envoie une lettre au tribunal.

6 septembre : publication du « Manifeste des 121 » sur le droit à l'insoumission en Algérie.

Octobre : rafles d'Algériens à Paris et en banlieue

22 novembre : création d'un poste de ministre d'Etat des affaires algériennes, confié à Louis Joxe.

23 novembre : départ de Paul Delouvrier, remplacé par Jean Morin, comme délégué général du gouvernement en Algérie.

9-12 décembre : dernier voyage de de Gaulle en Algérie. Manifestations populaires violentes à Alger, pour le soutien au FLN et au GPRA, et l'indépendance de l'Algérie.

20 décembre : les Nations unies reconnaissent à l'Algérie le droit à l'autodétermination.

1961

8 janvier : les Français se prononcent par référendum, à 75% pour le droit à l'autodétermination du peuple algérien.

Fin janvier : création de l'Organisation armée secrète (OAS) rassemblant des activistes européens contre l'indépendance de l'Algérie.

20 février : rencontre entre Georges Pompidou et le FLN en Suisse.

22 avril : les généraux Challe, Jouhaud, Zeller et Salan s'emparent du pouvoir à Alger.

23 avril : de Gaulle assume les pleins pouvoirs aux termes de l'article 16 de la Constitution.

25 avril : échec du putsch des généraux à Alger.

5 mai : réunion secrète de l'OAS à Alger.

20 mai-13 juin : premiers entretiens d'Evian.

14 juillet : recrudescence des attentats de l'OAS.

19-28 juillet : nouveaux entretiens entre la France et le FLN au château de Lugrin. Ajournement à cause du Sahara.

5 août : première émission radiophonique pirate de l'OAS à Alger. Salan dirige l'OAS.

26 août : Ben Khedda remplace Ferhat Abbas à la tête du GPRA.

Août-septembre : nombreux attentats du FLN et de l'OAS en Algérie.

5 septembre : de Gaulle admet qu'une Algérie indépendante et associée à la France a vocation à réclamer le Sahara.

8 septembre : attentat manqué de Pont-sur-Seine contre de Gaulle.

6 octobre : instauration d'un couvre-feu à Paris et en région parisienne pour les seuls Algériens, de 20 heures 30 à 5 heures 30 du matin, avec fermeture à 19 heures des débits de boissons tenus et fréquentés par les Algériens.

17 octobre : manifestations pacifiques de plusieurs dizaines de milliers d'Algériens dans les rues de Paris. La répression est brutale : des dizaines de morts, des centaines de blessés et plus de 10 000 arrestations. Des corps sont jetés dans la Seine.

Automne : attentats de l'OAS en Algérie. Arrivée à Alger des brigades spéciales anti-OAS, les «barbouzes».

16 décembre : le colonel Rançon est assassiné par l'OAS à Oran.

19 décembre : la CGT, la CFDT, l'UNEF, le PSU et le PCF organisent en France des manifestations en faveur de la négociation avec l'Algérie et contre l'OAS, qui a procédé ces derniers mois à de nombreux attentats et assassinats d'officiers, de commissaires et de juges de la métropole.

1962

Janvier : attentats à Alger et en métropole commis par l'OAS et les anti-OAS.

8 février : manifestation, à l'appel des syndicats et de partis politiques de gauche (PCF), contre les exactions de l'OAS et pour la paix en Algérie. Violente réaction policière : 9 morts et plus de cent blessés au métro Charonne.

10 février : début des pourparlers des Rousses (Jura) entre GPRA et le gouvernement français.

19 février : protocole d'accord entre les deux parties.

26 février : vague d'attentats contre les Algériens en Algérie.

7 mars : ouverture des négociations d'Evian.

18 mars : signature des accords d'Evian. Ils comprennent un accord de cessez-le-feu applicable le 19 mars à 12 h et des déclarations publiées par les 2 parties : la version française mentionne des pourparlers avec le FLN, la version algérienne avec le GPRA. Il ne s'agit pas d'un traité entre deux Etats, mais d'un programme commun proposé à la ratification par référendum (le 8 avril 1962 en France et le 1er juillet 1962 en Algérie).

19 mars : annonce officielle du cessez-le-feu en Algérie.

23 mars : insurrection et siège de Bab-el-Oued.

21 mars : Christian Fouchet est nommé haut-commissaire en Algérie.

26 mars : à Alger, les troupes françaises ouvrent le feu, rue d'Isly, sur une foule d'Européens qui manifestent contre les accords d'Evian : 46 morts et 200 blessés.

8 avril : référendum en métropole : 90,7% des voix approuvent les accords d'Evian.

14 avril : Jouhaud condamné à mort. Georges Pompidou premier ministre.

3 mai : voiture piégée à Alger, 62 Algériens tués.

25 mai : réunion du Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA) à Tripoli.

25 mai : Salan condamné à la prison à vie.

15 juin : conversations entre le FLN et l'OAS pour arrêter les attentats.

1^{er} juillet : référendum d'autodétermination en Algérie. L'indépendance est approuvée par 99,72% des voix.

3 juillet : la France reconnaît l'indépendance de l'Algérie. Le GPRA arrive à Alger.

5 juillet : proclamation de l'indépendance nationale. Bilan de la guerre : de 300 000 à 500 000 ou 600 000 morts selon les sources.

1999

5 octobre : le Parlement français adopte une proposition de loi reconnaissant « l'état de guerre en Algérie » dans les années 1950. Il aura fallu près d'un demi-siècle pour re-qualifier des faits jusque-là définis comme des « événements ».